

Politique | Néo-Terra: un an après, ce n'est qu'un début



Aqui revient sur les échanges consacrés à Néo-Terra lors de la plénière de juillet de la région Nouvelle-Aquitaine. Alain Rousset avait donné directement le ton des débats en affirmant que Néo-Terra est bien un engagement, avant tout politique.

« Les retombées de Néo-Terra ne peuvent être qu'opérationnelles sinon il nous serait reproché de n'avoir qu'un discours, de n'être qu'un parlement du verbe », affirme Alain Rousset, le président de la Région Nouvelle-Aquitaine. Ce dernier semble vouloir rappeler que l'engagement de la Région pour la transition écologique, au travers de la feuille de route Néo-Terra, est avant tout un engagement politique, qui a des répercussions importantes sur la région. Le président évoque par exemple l'amélioration du réseau ferroviaire régional, dans le cadre de la feuille de route : « nous sommes ici dans la défense d'un mode de transport collectif non carboné », assure-t-il.

Alain Rousset souhaite aussi faire un bref retour sur l'honnêteté de ce dispositif : « sur l'authenticité de la démarche, on est sûr du dispositif qui peut être évalué et la seule limite à cette évaluation c'est une limite budgétaire », stipule le président en anticipant les futures questions des représentants de l'Assemblée régionale.

Plus de 15 000 dossiers Néo-Terra

Les chiffres de ce premier bilan sont évocateurs de l'ampleur du dispositif : « nous avons traité et voté plus de 15 000 dossiers, 42% des aides régionales sont sous le label Néo-Terra pour un financement de 602 millions d'euros, je rappelle d'ailleurs que le label Néo-Terra c'est 11 ambitions, avec des engagements chiffrés et des actions concrètes. Néo-Terra fédère tous les acteurs de la transition écologique. Nos collègues du Rassemblement National remettent en cause l'idée même d'urgence climatique et ça peut être un débat de fond, mais je crois qu'aujourd'hui il y a une unanimité pour dire que la planète est en danger. Je pense donc qu'il faut que nous soyons proactifs » ajoute Alain Rousset.

Si le président ne craint pas de revendiquer le point d'étape de Néo-Terra, c'est aussi, car il concerne directement la compétitivité des entreprises néo-aquitaines, « un des problèmes que nous avons aujourd'hui quand je regarde la stratégie de souveraineté industrielle que j'ai mise en place, il y a des années de cela, et que l'on a amplifiée avec la crise climatique, c'est qu'on peut retrouver avec les règles européennes face à des inégalités de rapport de force », estime-t-il, « le problème de la Chine n'est de polluer ou pas, de même qu'il n'est pas de sous-payer ou non ses travailleurs; notre problème à nous c'est donc de faire de bons industriels pour reconquérir le secteur de l'électronique et des médicaments tout en pouvant les biosourcer ». Sous ces affirmations, Alain Rousset confirme que la production industrielle française et néo-aquitaine ne doit pas faire les frais de la transition climatique, mais permettre au contraire de la renforcer.

Il n'est malgré tout pas dupe des faiblesses relatives de ce dispositif et il va jusqu'à les nommer comme pour anticiper les critiques, en commençant par la jeunesse d'un tel projet qui dure depuis un peu plus d'un an. Le président ne manquera pas de terminer son discours introductif du débat par une note à l'attention de l'opposition face à lui, les exhortant à se saisir de Néo-Terra: « faites-en votre miel ! ».

Une opposition avec un constat mitigé

Jean Dionis du Sejour, président du groupe de l'Union Centriste, de son côté, pointe un certain déficit démocratique autour de ce projet: « combien d'amendements de l'opposition avez-vous intégré, monsieur le président ? C'est proche de zéro ». Mais sa forme ne plaît pas au conseiller régional, cela n'empêche pas son groupe et lui d'adhérer au fond du projet pour lequel ils avaient voté. Selon Jean Dionis, le consensus qui s'est formé autour de la question de la transition écologique, notamment en Nouvelle-Aquitaine, est un atout considérable. Pourtant, plusieurs éléments sont toujours problématiques selon l'élu, la question de la LGV fait aujourd'hui toujours débat et il appelle les défenseurs de ce projet à reconnaître les erreurs qui ont été faites. Mais le plus gros point de débat porte sur la gestion du budget qui a reculé de plus de 5 millions selon lui, un chiffre qui est en contre-courant des intentions de la Région qui souhaite voir le nombre de dossiers estampillés Néo-Terra augmenter: « où est l'accélération ? », martèle Jean Dionis.

Le ton de Hélène Estrade des Républicains est bien différent. Cette dernière s'inquiète en effet de l'artificialisation abusive des sols pour répondre aux besoins des promoteurs éoliens et photovoltaïques. Les nombreux hectares de terres fertiles agricoles, forestières et viticoles qui seront bientôt, selon elle, livrés aux mains des énergies renouvelables constituent une perte majeure pour les territoires ruraux. Le président de la Région va pourtant se défendre de tenir un rôle dans la régulation des fermes photovoltaïques. Une parenthèse aux critiques va alors s'ouvrir le temps de l'intervention du groupe EELV par l'intermédiaire de Maryse Combres.

Les écologistes d'Europe Écologie les verts, sont à l'heure des congratulations puisque la présentation de ce premier bilan semble satisfaire le groupe: « on peut se féliciter que 42% des aides régionales rentrent dans le cadre de la feuille de route Néo-Terra », se réjouit-elle. Les écologistes, qui ont pris une part active dans ce projet, rappellent aussi à l'opposition l'importance de projets d'ampleur comme celui-ci et de ne pas multiplier les « pastiches » de tous les côtés.

Pour Aurélien Sebton, représentant de l'Union des démocrates et apparentés le soutien est réel: « les 11 ambitions développées dans Néo-Terra, on les partage toutes » mais il regrette que la question du nucléaire soit absente du débat sur le mix énergétique: « dans une région nucléarisée comme la nôtre, il faut parler du nucléaire et engager un débat de fond ». Sur la question de la LGV toutefois il est plus mesuré que son collègue Dionis en appelant à se servir de cet outil, estimant que le débat sur sa nécessité est déjà passé. Mais le conseiller d'opposition souhaite qu'Alain Rousset s'exprime sur sa volonté de maintenir la navette aérienne entre Bordeaux et Paris quand l'outil LGV permet de faire ce même trajet en deux heures. Un sujet sur lequel le président est resté équivoque: « la navette, c'est terminé ! »

Clément Bordenave

Credit Photo : Aq

Publié sur aqui.fr le 20/07/20

Url de cet article